

« Aider le Sahel pour lutter contre le terrorisme »

Serge Michailof *

(Libération, 22 février 2011)

Les récents enlèvements de nos compatriotes au Niger ont mis au premier plan la dégradation de la sécurité dans une région qui nous est proche. Or, le quotidien algérien *El Watan* écrivait en septembre : «*La situation du Sahel est dangereuse voire explosive. Elle appelle à une réaction urgente des Etats de la région avant que d'autres n'en fassent un deuxième Afghanistan.*» Cet appel de *El Watan* procède-t-il d'une réaction de mauvaise humeur algérienne face à la présence de militaires français au Sahel ou d'une réflexion sérieuse ?

Notre vision du conflit afghan reste marquée par ce que nous percevons comme l'exceptionnalisme d'un jihad conduit par des fous de Dieu dans un pays ingouvernable. On oublie le rôle joué dans l'effondrement de ce pays par la crise rurale, produit de la prodigieuse croissance démographique, analogue en fait à celle du Sahel, et de la faiblesse du potentiel de nombreuses vallées isolées dont les systèmes d'irrigation ont été détruits par la guerre et négligés par l'aide internationale.

Lorsque je travaillais au Niger dans les années 80, faute d'emplois sur place, faute de terres, sur les 7 millions de Nigériens que comptait alors ce pays, un million vivait dans les pays côtiers, Nigeria et Côte-d'Ivoire. Or, en 2050, le Niger aura 58 millions d'habitants. La population des trois pays que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso qui représentait alors une vingtaine de millions d'habitants dépassera 120 millions en 2050. Les pays côtiers, eux-mêmes en proie à un choc démographique sans précédent puisque la population de la Côte-d'Ivoire a été multipliée par sept depuis l'indépendance, sont-ils prêts à accueillir par dizaines de millions des populations sahéennes déracinées alors que la présence des immigrés provoque des pogroms au Nigeria et est au cœur de la crise politique en Côte-d'Ivoire ?

Le modèle de développement des pays du Sahel s'est en fait construit sur la facilité. Les risques politiques se situant dans les villes où une émeute de la faim peut faire tomber un régime et non au fond de la brousse où nul ne se soucie des paysans, le premier objectif des dirigeants a été fort rationnellement d'assurer l'approvisionnement alimentaire des villes au meilleur prix, c'est-à-dire par des importations. La déconnexion qui en est résultée entre villes et campagnes a de facto condamné les ruraux à une agriculture de subsistance misérable. Pourtant l'agriculture sahéenne a historiquement fait la preuve de son potentiel. Pendant trente ans, des années 70 à la fin du siècle, une extraordinaire dynamique de développement régional s'est enclenchée dans le sud de ces pays à partir de la culture du coton. Le Sahel francophone est ainsi devenu, en bonne partie grâce à l'aide française, le deuxième exportateur mondial de coton. Mais en même temps, à cause des importations de blé américain et de riz thaïlandais destinées aux villes, les paysans ne parviennent pas à vendre leurs céréales.

Or, malgré la hausse actuelle des cours, le succès du coton au Sahel est désormais menacé par un ensemble de facteurs - subventions américaines et comportement de la Chine qui désorganisent le marché mondial, désengagement de l'aide française faute de ressources adaptées, manque d'intérêts des aides multilatérales, mauvaise gestion de certaines sociétés cotonnières. Déjà le cannabis se substitue au coton et ce ne sont plus

les régions exportant du coton mais celles qui exportent des hommes qui s'en tirent désormais le mieux. Les revenus du coton distribués aux paysans qui représentaient couramment près d'un milliard de dollars à la fin des années 90 ont été divisés par deux. Dans le nord du Sahel, la situation est encore plus difficile. Dans un contexte de forte démographie les zones agricoles s'étendent vers le nord, entraînant un accroissement des tensions entre nomades et sédentaires. L'économie touareg fondée sur l'élevage est en crise et cette population est en outre soumise à un ostracisme de fait. L'économie fragile des oasis s'effondre sous le poids de la croissance démographique. Le réchauffement climatique risque enfin d'aggraver les phénomènes de sécheresse. Pourtant, contrairement à une opinion courante, ces régions ne sont pas condamnées. Beaucoup peut être fait pour exploiter le potentiel des grands fleuves, mettre en valeur les bas-fonds et les lits des cours d'eau temporaires, organiser le retour de l'eau par des travaux de terrassement et de reboisement.

Si rien n'est fait pour relancer les agricultures sahéliennes, les tensions sociales vont s'accroître, tant dans les zones soudano-sahéliennes du sud, qu'entre pasteurs et sédentaires dans le nord. Nous avons en fait ici, tout comme c'était le cas en Afghanistan depuis les années 1970, un drame malthusien de grande ampleur en préparation. Ce drame n'a rien d'inéluctable. Mais pour l'éviter il faut maintenant prendre à bras-le-corps le problème de la relance des agricultures sahéliennes qui depuis quarante ans, malgré les beaux discours, a toujours été négligé.

Un tel plan suppose des investissements d'infrastructures en particulier routiers pour «reconnecter» villes et campagnes ; des aménagements des bas-fonds et lits de vallées ; des programmes de productivité agricole associant recherche, crédit, culture attelée, électrification rurale. Il exige surtout une protection d'une agriculture vivrière qui demande, comme partout, des prix rémunérateurs pour pouvoir se moderniser. Or une telle protection est difficile ; de par la porosité des frontières elle ne peut être envisagée qu'au niveau régional ; à court terme elle pénalisera les consommateurs urbains ; elle posera aussi nécessairement à terme le problème de l'inadaptation d'une parité monétaire qui facilite les importations et qui décourage l'agriculture locale. Ce plan de relance implique par conséquent à la fois une forte prise de conscience des enjeux par les élites politiques sahéliennes et une mobilisation d'une aide internationale qui depuis les années 1970 s'est désengagée du soutien à l'agriculture.

Dernier ouvrage paru : «Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement ?» Fayard-Commentaires (prix Jean-Michel Gaillard 2010).

* Serge Michailof est Maître de conférences à Sciences-Po